

Sortir du nucléaire

Mars - Mai 2020 N°122



Journal d'information

L'ÉDITORIAL

BRAVO !

Deux événements majeurs se sont produits en décembre dernier : la vieille centrale de Mühleberg a finalement fermé, et le département français de l'Ain s'est annoncé volontaire pour accueillir des réacteurs nucléaires à la centrale du Bugey. Dans les deux cas, les autorités et populations locales se sont mobilisées.



Philippe de Rougemont

Président de
Sortir du nucléaire

Sans mobilisation locale, aurait-on fermé Mühleberg ?

Les riverains de la centrale ont déposé des plaintes pour mise en danger. Des dizaines de communes suisses, dont Renens, Onex et Genève, ont soutenu les plaignants en contribuant aux frais d'avocats. Après Fukushima, des jeunes, exigeant la fermeture de Mühleberg, ont occupé pendant 77 jours et nuits le parc de la Viktoriaplatz devant le siège de BKW. Enfin, les normes de sécurité à observer engendraient des travaux aux coûts prohibitifs.

Dans le cas du Bugey, l'annonce du département de l'Ain a déclenché la « stupéfaction » d'Antonio Hodgers, président du Conseil d'État genevois, tandis que Rémy Pagani, municipal de Genève, parlait de « projet du non-sens ». Les deux magistrats ont mandaté un célèbre bureau d'avocats pour entreprendre les démarches d'opposition au nom du Canton et de la Ville de Genève.

Dans le cas de Mühleberg, il n'y avait aucune assurance de réussir. Dans le cas du Bugey, l'incertitude règne encore. Résister demande une forte détermination. Depuis un an, nous constatons une résurgence de celle-ci dans la population vis-à-vis de notre impact sur la nature. Cette mobilisation peut se révéler déterminante.

Nous disons « bravo ! » aux autorités de Genève, et nous encourageons d'autres autorités locales à les rejoindre. Nous vous encourageons à prendre vos valeurs et priorités plus que jamais au sérieux.

Merci de votre soutien !

Nouveaux réacteurs à nos portes ? Pas question !



Propagation d'un nuage de particules radioactives 48 heures après un accident hypothétique à la centrale nucléaire du Bugey (FR), selon des données météo des 3 et 4 février 2017.

Vous l'avez peut-être lu : l'État français veut construire 6 nouvelles centrales nucléaires de type « réacteur européen à eau pressurisée » dites EPR, et les autorités du département de l'Ain ont demandé que deux soient construites au Bugey, à une soixantaine de kilomètres de Genève.

- Sur le papier les EPR devraient être plus sûres que les centrales actuellement en service, mais Électricité de France (EDF) se montre incapable de les construire en respectant les spécifications attendues. Ainsi à Flamanville (Normandie), les travaux ont débuté en 2007, mais de nombreuses malfaçons ont été découvertes pendant les travaux, pas toutes corrigées par ailleurs, et la mise en service, qui était planifiée pour 2012, maintes fois repoussée, ne s'effectuera pas avant 2022. Quant au coût, estimé à 3,3 milliards en 2006, il a été sans cesse réévalué et devrait dépasser les 12 milliards !
- Le site du Bugey est soumis à de forts risques sismiques et d'inondation en cas de rupture du barrage vieillissant de Vouglans sur la rivière Ain. Le risque d'un accident du même type qu'à Fuku-

shima est donc déjà bien réel avec les 4 réacteurs nucléaires déjà présents sur ce site. Y construire deux EPR prolongerait le risque de 60 années !

- En cas d'accident nucléaire les vents du sud-ouest, qui soufflent le plus souvent dans la région, pousseraient la radioactivité vers la Suisse Romande. (Cf. étude EUNUPRI¹⁾. L'argument climatique de l'absence d'émissions de CO₂, avancé par le lobby nucléaire pour promouvoir la construction de nouvelles centrales, se révèle être faux : si l'on considère toute la chaîne de la mine au dépôt final, le courant électrique d'origine nucléaire est autant « chargé de CO₂ » que celui provenant d'une centrale à gaz à cycle combiné efficace, avec « en prime » les déchets nucléaires et les risques d'accident...

Tous ces éléments devraient susciter l'intervention de nos autorités cantonales et communales auprès de la France pour empêcher ces constructions. C'est même leur devoir : la Constitution genevoise précise à l'article 169 que « **Les autorités cantonales s'opposent par tous les moyens à leur disposition et dans la limite de leurs compétences aux installations de centrales nucléaires, de dépôts de déchets radioactifs et d'usines de retraitement sur**

le territoire et au voisinage du canton ». L'article 56 de la Constitution vaudoise « Ressources naturelles et énergie » prescrit que « **l'État et les communes (...) collaborent aux efforts tendant à se passer de l'énergie nucléaire** » ... Or le Bugey n'est pas plus éloigné de la Suisse romande que les centrales nucléaires suisses.

Le conseiller administratif de la Ville de Genève (dénommé « municipal » dans d'autres cantons), Rémy Pagani, a déclaré qu'il « va faire la proposition de s'opposer à la candidature du choix du site du Bugey », et le président de la République et canton de Genève, Antonio Hodgers, a affirmé que le gouvernement va prendre ses dispositions contre ce projet. « Le Canton a une obligation constitutionnelle à s'opposer à la construction de ces deux nouveaux réacteurs et il va le faire. » (24H – 10.1.2020)

Sortir du Nucléaire a pris la plume pour s'adresser aux autres Villes et Cantons romands pour qu'ils s'associent aux démarches genevoises. Nous attendons que tous.les les politiciens.nes qui se sont exprimés.es pour la transition énergétique agissent dans ce sens.

Christian van Singer

¹ www.tinyurl.com/eunupri-court

Durant trois ans, trois cents scientifiques suisses, mandatés par la Confédération, ont évalué le concept de neutralité carbone. Ce tournant énergétique ne sera possible qu'en mobilisant tou.tes les acteur.rices de la société, citoyen.nes en tête !

Résultats de l'étude

« La sortie des énergies fossiles et du nucléaire d'ici à 2050 est techniquement faisable, économiquement intéressante et socialement supportable », résume le professeur zürichois Hans-Rudolf Schalcher, l'un des responsables de l'étude.

Suisse Zéro fossile – Zéro nucléaire !

L'ingénierie sociale

Les propositions des scientifiques sont prolifiques : la rénovation thermique des logements et l'intégration du photovoltaïque au bâti, la transformation des mobilités, les nouvelles technologies de l'énergie, la modernisation des centrales hydroélectriques et le déploiement de centrales solaires et éoliennes.

Swiss made

Pour une adhésion massive des citoyens, facteur indispensable à la réussite de ce tournant, les scientifiques souhaitent impliquer les entreprises du pays à différents niveaux, par exemple via leurs investissements dans des installations d'énergies renouvelables en dehors et dans le pays.

Les scientifiques soulignent l'importance de la mise en place d'outils et de bonnes pratiques pédagogiques pour obtenir l'adhésion de la population. Les citoyen.nes deviennent acteur.rices du changement avec la création de coopératives énergétiques selon le professeur Frédéric Varone, de l'Université de Genève. Quand il y a une volonté, il y a des chemins et des moyens.

Maléka Mamodaly

www.tinyurl.com/zeronuc-zerofoss

Vos dons nous sont précieux et indispensables. Un grand merci pour votre soutien !

Que fait la Suisse dans le programme Euratom ?

La Suisse a décidé de sortir du nucléaire, mais continue de financer le programme européen Euratom. Ce programme soutient non seulement la fusion nucléaire mais aussi des programmes dans la fission.

Les montants que la Suisse alloue aux programmes Euratom et ITER sont très importants, et surtout disproportionnés par rapport à ce qui s'est fait dans le passé, par rapport aux énergies renouvelables. De 1978 à 2011, la Suisse participait à ces programmes à hauteur de 4 à 26 millions de francs par année. Pour la période 2013-2020, le montant est passé soudainement à 41 millions par année, soit une augmentation de 57% par rapport au montant le plus élevé octroyé par le passé. Pour ce qui est des crédits alloués aux « Énergies sûres, propres et efficaces » de 2013-2020, ils se montent à environ 235 millions contre 244 millions pour le nucléaire. Ces programmes octroient moins d'argent à toutes les énergies renouvelables réunies qu'au seul nucléaire, cherchez l'erreur !

La fusion pas une priorité

Ceci est d'autant plus surprenant que le Conseil fédéral a dit clairement dans le message relatif au plan d'action « Recherche énergétique suisse coordonnée » que la fusion n'était pas une priorité ni à moyen ni à long terme, étant donné que la fusion ne serait pas en mesure de contribuer à la couverture des besoins en électricité d'ici 2035, ni même à l'horizon 2050. La Commission fédérale pour la recherche énergétique CORE a confirmé et dit clairement que les dépenses pour ITER ne constituaient pas une priorité.

Dès lors, pourquoi octroyer autant d'argent aux programmes nucléaires européens ? Ceci va à l'encontre de toute la stratégie énergétique du Conseil fédéral.

Chantage de l'UE

À la décharge du Conseil fédéral, la Commission européenne nous a fait du chantage en nous disant que si nous ne participions pas aux programmes Euratom et Iter, nous ne pourrions pas non plus participer aux programmes-cadre de recherche et d'innovation qui financent notamment la recherche suisse. Sauf qu'entre-temps, il y a eu la votation du 9 février 2014 sur l'initiative « Halte à l'immigration de masse ». Le lendemain, la Suisse était effectivement exclue du programme-cadre de recherche et d'innovation

MAIS pas d'Euratom. Ceci nous démontre qu'il est tout-à-fait possible de découpler les deux programmes.

Lors de la prochaine négociation, nous devons séparer la discussion sur ces deux programmes-cadre.

Décider ce que nous finançons

Le but n'est pas de diminuer la participation de la Suisse aux coûts totaux des encouragements à la recherche en Europe, mais de réorienter une grande partie des fonds, aujourd'hui alloués à Euratom et à ITER, vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, notre vrai avenir énergétique. Les fonds destinés à ITER devront être fortement diminués. Concernant la fission, il est évident qu'il faut continuer à chercher des solutions aux déchets et au démantèlement des centrales, mais il s'agit aussi d'y faire participer de manière beaucoup plus importante les propriétaires actuels des centrales nucléaires.

Exiger la transparence

L'autre problème du programme Euratom est son manque de transparence. La grande question est : Pourquoi la Suisse finance-t-elle la recherche sur de nouveaux réacteurs nucléaires, alors que nous avons décidé de sortir du nucléaire ? Voici la réponse du Conseil fédéral du 29 mai 2019 : « La recherche sur le développement de nouveaux réacteurs est intégrée dans le sous-programme dédié à la sécurité des systèmes. Tous les projets y ont pour but d'améliorer la sécurité des réacteurs nucléaires existants ou futurs. Une séparation objective des contributions dévolues spécifiquement au développement de nouveaux réacteurs n'est, pour cette raison, pas possible. » Cette réponse est inquiétante, car le rapport intermédiaire sur le programme Euratom publié le 1^{er} décembre 2017 par la Commission européenne donne des recommandations. Selon la recommandation n°7 : « Le groupe d'experts est favorable à un programme Euratom fort pour contribuer à placer l'Europe à l'avant-garde de la production nucléaire et à maintenir son leadership technologique. »

Comme le Danemark

On peut légitimement se demander si la Suisse n'est pas en train de financer, contre l'avis de son Parlement et



Isabelle Chevalley devant le Palais Fédéral

de sa population, la recherche sur de nouveaux réacteurs nucléaires à fission ainsi que les campagnes du lobby en faveur d'un renouveau de l'énergie nucléaire.

Il s'agira de discuter tous ces points pour la prochaine période du programme Euratom et de tirer au clair toutes ces interrogations qui nous laissent un goût d'arnaque à grande échelle. C'est peut-être pour cela que les dix partis représentés au Parlement danois ont tous annoncé leur soutien à la réforme du traité Euratom. Leur principale plainte concerne la subvention de l'énergie nucléaire par l'UE en vertu du traité, car même les pays non nucléaires tels que le Danemark sont obligés de subventionner Euratom. Affaire à suivre...

Dr Isabelle Chevalley
Conseillère nationale

Propres, les renouvelables ?

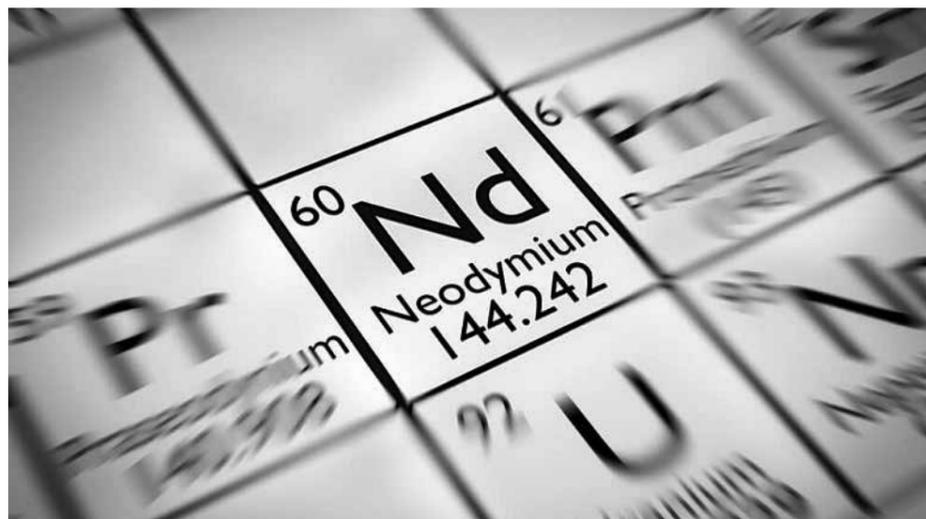
L'impact écologique des énergies renouvelables est dénoncé dans le livre choc de Guillaume Pitron *La guerre des métaux rares*. Lecture attentive et contre-enquête.

Un livre à charge

Jusqu'à la page 230 (sur 253), c'est un livre uniquement à charge. Je dois l'admettre : il m'a presque convaincu que le tournant énergétique était sale. Les métaux rares sont présents dans tous les sous-sols du monde, mais, pour l'instant, seule la Chine les exploite. L'extraction minière et le raffinage des terres rares polluent des milliers d'hectares du pays, empoisonnent des millions de ses habitants et exploitent des enfants... Bref, ce n'est pas mieux que d'extraire de l'uranium au Niger ou que d'exporter nos déchets nucléaires en Russie pour ne plus les voir. La « révolution verte » ne serait pas toujours si verte que ça !

Une pollution délocalisée

Contrairement à l'ère des voitures au



Le neodymium est utilisé pour créer des aimants puissants

diesel et des centrales à charbon dont la pollution noire est visible chez nous, les pollutions que Guillaume Pitron attribue aux énergies vertes sont délocalisées vers les zones minières. Jusque dans les années 80, la moitié des terres rares mondiales était obtenues en Charente-Maritime dans une usine Rhône-Poulenc, sponsor de l'émission *Ushuaïa* de Nicolas Hulot. Depuis, la

France a laissé cette activité extrêmement polluante se délocaliser en Chine.

Les renouvelables très peu concernées

Après enquête, nous avons dû relativiser l'affirmation spectaculaire faite par l'auteur. Dans leur grande majorité, panneaux photovoltaïques et éoliennes sont

fabriqués sans métaux rares. Selon l'Agence gouvernementale française Ademe, 3% des éoliennes terrestres et 10% des panneaux solaires contiennent encore des métaux rares. Le secteur le plus en cause, auquel les renouvelables font aussi appel, c'est la fabrication d'appareillages électronique : téléphones, ordinateurs, serveurs, gadgets connectés, etc.

Épilogue

Prendre au sérieux l'avertissement du livre revient à bannir, parmi les panneaux solaires et éoliennes (notamment *offshore*), ceux qui requièrent des métaux rares, et à agir pour drastiquement diminuer le besoin d'appareils informatiques neufs en dynamisant le secteur de la réparation et en relocalisant l'extraction des terres rares en Europe, sous nos yeux et sous notre législation.

Alice Martin et Philippe de Rougemont

Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique*, Éditions Les Liens qui libèrent, 2018

Produire des panneaux photovoltaïques ? En Suisse !



Fabrication de panneaux solaires dans l'usine de Solar Plus AG à Thoune (BE). Image 3S Solar Plus AG

Pascal Cretton est la cheville ouvrière et pensante de Sebasol, la coopérative d'auto-production de panneaux solaires thermiques. Il propose un usage différent de la surcapacité de production estivale du photovoltaïque.

l'électricité importée en hiver ne devra pas dépasser celle qui est exportée en été. Il compte notamment sur les solutions de stockage high-tech (pompage-turbinage, rehaussement des barrages, power-to-gas, batteries sur le réseau) pour atteindre cet objectif.

La Suisse peut produire ces panneaux avec la surproduction d'électricité estivale. Précisément celle décrite par

Dans son récent livre *Le plan solaire et climat*, le conseiller national socialiste et président de Swissolar. Roger Nordmann, propose de multiplier la production solaire photovoltaïque suisse par 25 en couvrant non seulement les toits mais aussi les parkings, routes, murs anti-bruit et même certains pâturages. Cela permettra, selon lui, de compenser l'arrêt des centrales nucléaires et l'électrification du parc automobile notamment. Pour répondre à la problématique de la variation saisonnière de la production solaire, il suggère de viser « l'autarcie annuelle » : c'est à dire que

M. Nordmann. La production se ferait donc non seulement avec beaucoup moins de CO₂ qu'avec des centrales à charbon chinoises, mais aussi avec moins de transports, d'intermédiaires, et surtout avec un contrôle sur les conditions sociales et environnementales de production. Cette production doit concerner les cellules, et pas seulement leur assemblage. Elle peut être saisonnière, créera de l'emploi en Suisse et profitera de la sympathie du label *Swiss Made* qui oblige à engager une main-d'œuvre suisse.

Vous m'objecterez que ces panneaux vont être chers. Plus chers que ceux produits en Chine. Certes, tout simplement parce qu'en Chine, vous faites des économies grâce à l'exploitation de la main-d'œuvre et à l'évitement des coûts environnementaux. Ce qui, dans une optique de développement durable, est tout simplement indéfendable. Est-ce qu'on peut se le permettre ? Sans problème, car sinon, on ne pourrait pas non plus se payer une armée, un système de santé, de retraites, une justice, etc., qui coûtent bien plus cher. J'ai aussi entendu énoncer des centaines de millions de francs présents ou futurs pour la RU ou la RPC qui iront donc *in fine* en partie en poches chinoises, via panneaux interposés. Je ne vois donc pas de difficultés à attribuer une partie de cette manne étatique à la production de panneaux *made in Switzerland*.

Pascal Cretton

Article paru dans l'*Aderoscope* N°79

Notre étude nuage voyage à l'Est

Christiana Mauro, avocate engagée spécialisée dans l'accès du public à l'information, habite à Budapest. L'automne passé, lors d'une conférence à Vienne, elle a rencontré l'oncologue bâlois Claudio Knüsli, un des corédacteurs de notre étude EUNUPRI¹ sur le déplacement de particules radioactives après une catastrophe nucléaire en Suisse. Nous l'avons interviewée lors de son passage à Genève. Extraits.



Christiana Mauro

Claudio Knüsli m'a dit que vous vouliez faire connaître l'étude en Europe.

Oui, sans une bonne recherche empirique et des informations précises, les sociétés ne sont pas en mesure d'évaluer la légitimité des décisions prises en leur nom (la Hongrie a signé un accord avec la Russie pour deux nouveaux réacteurs, ndr). Il est important que ces travaux soient largement diffusés. Les résultats de cette étude sont captivants et seront utiles pour ouvrir les yeux tant du grand public que des décideurs politiques dans de nombreux contextes et pays. La complexité de la méthodologie utilisée est impressionnante. La rigueur de son approche scientifique est un élément qui la rend précieuse.

L'ampleur des questions qu'elle aborde est assez stupéfiante, telle la probabilité que les scénarios d'accidents nucléaires futurs soient mal gérés par les États.

Plus précisément comment comptez-vous utiliser l'étude ?

En termes de sensibilisation, mon premier objectif est de rendre les vidéos de simulation disponibles en anglais, allemand, hongrois, polonais et bulgare. J'espère qu'il y aura des fonds pour la traduction du résumé de l'EUNUPRI dans plusieurs autres langues, en particulier en russe. J'aimerais également transmettre à un membre de l'autorité nucléaire hongroise (HAEA) certaines des recommandations de l'étude.

Aussi, lors d'une récente discussion avec

le directeur scientifique de l'IIASS – un institut de Potsdam qui évalue les risques systémiques pour l'environnement –, j'ai appris que depuis que l'Allemagne a décidé de sortir du nucléaire, l'institut a cessé ses activités liées au nucléaire. Lors d'une réunion de suivi que j'aurai avec le directeur, la vidéo de simulation d'accident de Leibstadt² servira à accompagner les arguments qui pourraient inciter l'institut à reconsidérer sa position. L'étude souligne que, selon l'IPPNW, en cas d'accident nucléaire dans la région, aucun pays ne serait aussi gravement touché que l'Allemagne. Les conclusions de cette étude obligeront les gens à envisager de sombres scénarios futurs auxquels nous ne sommes pas préparés.

L'origine suisse de l'étude vous a étonnée ?

S'il est vrai que la probabilité d'un accident nucléaire majeur en Suisse est en fait 20 fois plus élevée que l'estimation des organismes internationaux de sûreté du nucléaire, alors cette preuve doit être partagée. Je sais que la science et la technologie ont toujours été au centre de l'économie suisse et que ce pays a une longue histoire de succès dans ces domaines. La Suisse est aussi généralement connue pour sa tendance au conservatisme et à la stricte application des règles. Le fait qu'un pays, dont les normes sont parmi les plus élevées au monde, soit capable d'être aussi négligent dans ses estimations, ses mesures de sauvegarde et ses stratégies de gestion des catastrophes, donne à réfléchir. C'est un exemple particulièrement déconcertant de normes de gouvernance inacceptables. Dans un pays dont l'indépendance est souvent définie par sa préparation militaire, pourquoi le Conseil fédéral suisse est-il si peu préparé lorsqu'il s'agit d'évaluer

les risques d'une des technologies les plus dangereuses au monde ?

Qu'est-ce qui vous motive à intervenir sur la question nucléaire ?

Au départ, je m'inquiétais de la corruption UE-Hongrie-Russie liée au projet de centrale nucléaire Paks II. Lorsque la Commission européenne a abandonné l'une de ses procédures d'infraction contre la Hongrie pour non-respect du droit communautaire, elle l'a fait sans aucune justification juridique valable. *Politico* et d'autres médias ont fait état des différents acteurs ayant des intérêts privés qui ont contribué à cette décision. La décision n'a pas été prise conformément à la loi ou dans l'intérêt du public.

Les dérives et les fausses affirmations de l'industrie nucléaire, et le danger que la minimisation des risques représente pour la planète, m'indignent. Peu de gens sont conscients des risques. La personne moyenne fait trois hypothèses liées au nucléaire :

1. Les sources d'énergie que son gouvernement favorise seront aussi économiquement viables que possible.

2. Il existe un contrôle de qualité suffisant dans le secteur nucléaire, dû à la nature hautement dangereuse de son fonctionnement.

3. Les leçons tirées de la catastrophe de Tchernobyl auront eu un effet sur la réglementation et les précautions de sécurité.

Plus j'approfondis le sujet, plus je découvre que ces hypothèses sont fausses.

*Propos recueillis par
Philippe de Rougemont*

1 www.tinyurl.com/eunupri-court

2 www.tinyurl.com/leibstadt-eunupri

Lu pour vous : Une toile large comme le monde

En Suède, une employée d'ONG enseigne l'utilisation responsable d'Internet ; près de Seattle, une chimiste crée et vend en ligne des produits de beauté ; à Genève, une ingénieure code le jour et pirate Internet la nuit ; à Singapour, un adolescent a abandonné ses études et joue en ligne toute la journée dans sa chambre ; dans les fonds marins, un plongeur professionnel installe des câbles.

Une idée germe chez quelques-uns, tantôt sérieuse, tantôt ludique : arrêter Internet en détruisant physiquement les



Aude Seigne. Image Romain Guélat, Éditions Zoé

connexions. Certains se sont rencontrés par Internet, et c'est aussi par le Net qu'ils organisent la panne.

L'histoire pose des questions en chaîne. L'extraction des terres rares pour nos tablettes et téléphones mobiles attente à la santé des ouvriers et pollue l'eau et la terre. L'énergie nécessaire aux serveurs dégage une chaleur qui participe au changement du climat. Les millions de kilomètres de câbles au fond des océans impactent la faune. En bref, ces installations secrètes et sécurisées participent à la complexité et à la vulnérabilité de notre nouveau monde. D'af-

folantes quantités d'énergie sont consommées non seulement pour de simples saluts, blagues entre amis, vidéos familiales,

mais aussi pour tout l'échafaudage de notre système financier...

Dans ce roman pas de chiffres, mais une intrigue qu'on ne lâche pas et qui ne laisse pas indifférent, apportant des images et des émotions sur un sujet familier, mais qui s'avère moins connu, plus complexe et incontournable qu'on ne le pense. Vivre sans le Net ? maintenant ? comment ?

L'auteur a reçu en 2011 le Prix Nicolas Bouvier au festival *Étonnants Voyageurs* à Saint-Malo pour *Chroniques de l'Occident nomade*. Elle a également publié en 2015 *Les neiges de Damas*. Elle est membre du collectif AJAR.

Claire Peter, membre du comité
Aude SEIGNE, *Une toile large comme le monde*, Zoé, 2017

Adieu à Mühleberg

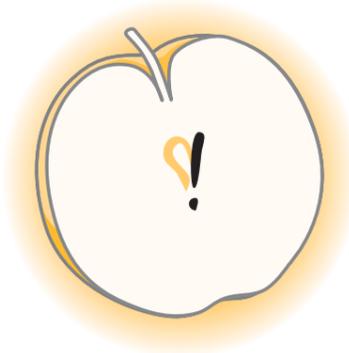


20.12.2019 de gauche à droite puis en bas: Rémy Pagani à Berne; enterrement symbolique de la centrale de Mühleberg à la place de Neuve (Genève); Anne-Cécile Reimann, présidente de ContrAtom scande une chanson antinucléaire, le public entonne les refrains. Photos: Erwin Weiss et JJ Kissling.

Au lendemain de Fukushima, des dizaines de personnes ont campé pendant 77 jours sur la *Viktoriaplatz* à Berne en face du siège de BKW, exploitant de la vieille casserole de Mühleberg. Les occupants exigeaient la fermeture de la centrale. Quelques années plus tard, vendredi 20 décembre dernier, une dernière occupation était organisée pour fêter la fermeture définitive de la centrale. Le municipal Rémy Pagani venu de Genève était parmi la centaine de personnes présentes pour marquer l'événement, pendant que BKW organisait sa propre cérémonie à la centrale, à 15km de la capitale. Le soir venu, nous étions une centaine de personnes à la place Neuve (Genève) au stand de ContrAtom pour un buffet typique de cette association experte en art protestataire autant que culinaire. Nous avons pris de l'entrain et des forces pour mener et remporter la campagne pour une fermeture des centrales, en dehors de raisons « économiques ».

Voir le film « 77 Tage sind nicht genug »
www.tinyurl.com/77-nicht-genug

Aux marchés de Delémont et Genève



En novembre, nous vous annonçons des ventes de pommes pour soutenir l'action de l'Institut Belrad en Biélorussie. Pour rappel, plus de 500'000 enfants vivent sur un sol contaminé pour des siècles par l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl.

Les 5 et 12 décembre 2020, Sortir du nucléaire à Genève, le 14 décembre dernier, l'AJUNN (Alliance jurassienne non au nucléaire) à Delémont, ont organisé des ventes de pommes. De délicieuses pommes bio que vous avez été nombreux à acheter. Avec curiosité. Avec solidarité. Une cure de pectine permet de réduire de 50% à 70% la contamination interne des enfants en Césium 137. En finançant de telles cures, nous luttons contre les effets de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl !

Les bénéfices réalisés serviront à soutenir le travail l'Institut BELRAD en Biélorussie. Merci à l'AJUNN de son soutien engagé et dynamique !

Sophie Laissue Fattedbert

www.enfants-tchernobyl-belarus.org

A G E N D A

Energissima

Salon romand énergie, habitat et mobilité
23 – 26 avril 2020
Espace Gruyère, Bulle
www.energissima.ch/fr

Grève nationale pour le climat

15 mai 2020
Nombreux rendez-vous décentralisés pour la préparation de la grève
www.climatestrike.ch/fr/events

Glaciers, climat, énergie : exposition

13 juin – 18 octobre 2020
Centre Pro Natura d'Aletsch
Villa Cassel – Riederalp
www.pronatura-aletsch.ch/fr



« Ce n'est plus aux frontières qu'il faut défendre le sol de la patrie, c'est ici où vous campez. »

Denis de Rougemont, extrait d'un message de soutien lu aux occupants de Kaiseraugst, 1975

Impressum

Éditeur : Association Sortir du nucléaire.
Mise en page : Jonas Scheu, AMRIT MEDIAS.
Fichier : Sophie Laissue. Imprimerie : ROPRESS.
Mise sous pli : TRAJETS. Rédaction : Isabelle Chevalley; Pascal Cretton; Erica Hennequin; Sophie Laissue; Maléka Mamodaly; Alice Martin; Christiana Mauro; Claire Peter; Philippe de Rougemont (coordination); Christian van Singer.
Tirage : 2'800 ex. Imprimé avec du courant 100 % renouvelable. Papier 100 % recyclé CyclusOffset.
Périodicité : 4 x par an.
Destiné aux membres de l'association.
La rédaction épïcène des articles relève du libre choix de de chaque auteur d'article.